

« Un processus d'adaptation réciproque »

Interview avec Laurent Moyse, auteur de

Du rejet à l'intégration. Histoire des Juifs du Luxembourg des origines à nos jours.

Dans votre livre Du rejet à l'intégration. Histoire des Juifs du Luxembourg des origines à nos jours, vous traitez un sujet très vaste. Comment l'avez-vous abordé ?

Laurent Moyse : Le défi était d'écrire un ouvrage grand public qui reprenne les grandes lignes de cette histoire, relativement méconnue au Luxembourg. Même si, dès le départ, il était évident que je ne pourrais traiter le sujet de manière exhaustive, je voulais travailler sur l'idée d'une certaine continuité. Surtout qu'il n'existait que peu d'ouvrages synthétiques sur le sujet. Au fur et à mesure que je collectais les documents, j'ai réussi à mettre les bouts ensemble.

Vous avez surtout utilisé des sources administratives. Sauf pour le chapitre sur la Shoah, vous n'avez que très peu eu recours à des lettres, des mémoires ou des témoignages. Pourquoi ?

L. M. : C'était un des grands problèmes auxquels j'ai été confronté durant mes recherches : j'ai trouvé très peu de sources. Dès que vous voulez traiter le vécu personnel des gens, il devient, pour les époques plus anciennes, très difficile de trouver des témoignages directs. En tout cas, je n'ai trouvé que peu de documents permettant d'écrire ce genre d'histoire.

D'où vient cette lacune ?

L. M. : Beaucoup de documents ont disparu durant la Seconde Guerre mondiale,

parfois avec les familles. J'ai pu le constater non seulement au niveau des textes, mais aussi par rapport aux illustrations. Ce manque de sources ne m'a pas facilité la tâche...

La permanence juive au Luxembourg commence en 1795 avec l'émancipation. Or cette émancipation se fait par le « dehors » le statut

En 1795, du jour au lendemain, le décret d'émancipation des Juifs adopté en 1791 en France s'appliquait au Luxembourg. Sauf qu'il n'y avait, à ce moment-là, pas de Juifs au Luxembourg !

de citoyen est « importé » par les troupes révolutionnaires. Ce n'est donc pas l'aboutissement d'un mouvement qui viendrait de l'intérieur de la société luxembourgeoise.

L. M. : En effet, jusqu'en 1795, le territoire luxembourgeois était quasiment hermétique à toute présence juive. Les Juifs n'avaient pas le droit de résider sur le territoire luxembourgeois – ou alors, il y avait de très fortes restrictions. Le Luxembourg n'était donc pas un territoire où les Juifs étaient bien accueillis. L'occupation française du Luxembourg a marqué, de ce point de vue, une révolution : du jour au lendemain, le décret d'émancipation des Juifs adopté en 1791 en France

s'appliquait au Luxembourg. Sauf qu'à ce moment-là, il n'y avait pas de Juifs au Luxembourg ! Une des premières conséquences de l'introduction de la législation française était que les Juifs avaient dorénavant le droit de s'établir au Luxembourg. À partir de là, ce n'est plus la même histoire, c'est un moment de rupture. Vers 1798 arrivent les premières familles... C'est là que commence l'histoire d'une communauté structurée.

À vous lire, on a l'impression que l'intégration politique et sociale des Juifs s'est surtout faite par le biais d'une intégration économique.

L. M. : En effet, il me semble qu'au XIX^e siècle, l'intégration des Juifs se fait par l'économie. Les Juifs étaient très peu impliqués dans la politique (tout au plus au niveau local avec certains des Godchaux), et sur le plan social, il régnait toujours une méfiance vis-à-vis de ces gens qui, au départ, étaient encore considérés comme des étrangers. Or, à l'époque, à peu près tous les étrangers étaient vus comme un peu suspects. C'est donc par l'apport économique que les Juifs s'intègrent dans la société luxembourgeoise. Le reste est venu par la suite et s'est greffé sur cette réussite économique.

Ce furent surtout les Godchaux le moteur de cette dynamique. Au XIX^e siècle, c'était certainement la famille la plus puissante au sein de la communauté juive au Luxembourg.

L. M. : Les Godchaux ont occupé la présidence de la communauté juive tout au long du XIX^e siècle. Ils ont réussi à développer une fabrique de draps autour de la Schläifmillen, qui est devenue une entreprise d'envergure. En comptant toutes les filiales, elle occupait à un moment 2 000 personnes – ce qui, pour l'époque, était énorme : grâce aux Godchaux, la population de Hamm a été multipliée par sept en l'espace d'un siècle. Ils jouaient donc un rôle important, pas seulement au sein de la communauté juive, mais dans la société préindustrielle luxembourgeoise.

Pourtant, au XIX^e siècle, l'antijudaïsme persiste. Dans votre livre, vous citez un « fait divers » de 1816 : au Grund, quatre personnes sont assassinées, les soupçons se portent aussitôt sur trois Juifs de Hesse, dont deux seront condamnés et exécutés. Ou, en 1821, lorsque la présence d'un Juif dans la cathédrale suffit à créer le scandale. Qu'expriment ces faits divers ?

L. M. : Ils traduisent des relents d'antijudaïsme au sein d'une société qui n'avait pas connu la coexistence religieuse et qui ne l'acceptait pas. Jusqu'au XIX^e siècle, le Luxembourg était une terre foncièrement catholique et les minorités – à l'époque, protestante et juive – y étaient considérées avec une grande méfiance. On le verra aussi à Sandweiler, lorsque Samson Godchaux se porte candidat pour devenir bourgmestre : il y aura alors auprès d'une partie de la population une opposition au fait qu'un Juif soit désigné à la tête de cette commune. Il y avait au sein de la société une méfiance et une profonde antipathie envers les Juifs, qui dura encore un certain temps. Il suffit de consulter, dans le *Luxemburgisches Wörterbuch*, les locutions sur les Juifs qui ont eu cours par le passé pour s'en convaincre. Or, à un niveau individuel, on observe que la cohabitation se passe souvent très bien. Il y a donc un processus d'adaptation réciproque qui ne s'est pas fait sans certains heurts ou incidents, mais qui, dans l'ensemble, a évolué de manière favorable. Rien de comparable en tout cas avec la situation de l'époque dans les pays d'Europe orientale.

De la part des autorités politiques au XIX^e siècle, on ne peut pas parler d'une politique antijuive ?

L. M. : Non, bien au contraire : au XIX^e siècle, les rapports des autorités montrent que les Juifs sont même plutôt bien considérés (ils ont de « bonnes notes » en quelque sorte), mais malgré tout, un reste de méfiance subsiste. C'est le cas des étrangers de manière générale : c'est une population que l'on connaît mal et qu'il faut donc surveiller.

Pourtant, jusqu'à la fin des années 1990, le cadre juridique dans lequel la communauté juive s'insère reste très flou...

L. M. : Il a fallu près de deux siècles pour qu'il y ait une reconnaissance officielle sur le plan juridique. Certes, il y a eu en 1808 sous Napoléon les décrets qui ont permis d'organiser le judaïsme consistorial, mais les autorités n'ont jamais réussi à donner une assise juridique et législative à la communauté. Ce ne sera qu'en 1997

Au sein de la communauté, il y a eu dès le départ des tensions entre les partisans d'un judaïsme plus libéral et ceux d'un judaïsme plus orthodoxe.

qu'une convention sera signée. Cela traduit les hésitations qu'ont eues les autorités luxembourgeoises pour donner un cadre aux minorités religieuses.

Comment vous l'expliquez-vous ?

L. M. : Il y a une ambivalence dans le comportement des autorités : on veut bien résoudre les problèmes de la communauté juive, sans toutefois les considérer comme prioritaires. Cela fait que dans certains domaines, il n'y aura tout simplement aucune prise de décision. Les autorités hésitent à interférer dans les affaires internes de la communauté juive. Je pense qu'ils étaient confrontés à des problèmes qui les dépassaient. Et puis, il faut prendre en compte le contexte : la communauté juive s'est construite en parallèle avec l'État luxembourgeois. Compte tenu de ce développement parallèle, toute la difficulté était de mettre les deux en accord.

Dans votre livre, vous faites référence à un « judaïsme local » ; peut-on parler d'une culture juive luxembourgeoise spécifique, qui se

distinguerait ? Ou faut-il la replacer dans un contexte rhénan/mosellan plus large ?

L. M. : Les premières familles viennent de Lorraine et de l'Allemagne proche... C'est donc un judaïsme de la Grande Région, comme on dirait aujourd'hui. Ce judaïsme régional imprègne la communauté juive locale. Le judaïsme local ne va se développer que petit à petit : au fur et à mesure que d'autres familles s'installent au Luxembourg va naître une dynamique propre. Là aussi – mais c'est un phénomène qui vaut pour la société luxembourgeoise en général –, cette culture juive luxembourgeoise est influencée par les côtés allemand et français.

Cette culture juive est assez libérale et bourgeoise. Du moins depuis Samuel Hirsch, on a l'impression d'une prédominance du judaïsme de la Haskala allemande, qui était quasiment un judaïsme protestant.

L. M. : Ce n'est pas aussi net. Au sein de la communauté, il y a eu dès le départ des tensions entre les partisans d'un judaïsme plus libéral et ceux d'un judaïsme plus orthodoxe. Le premier grand rabbin, Samuel Hirsch, qui était d'orientation clairement libérale, ne va pas réussir à imposer nettement sa vision (qu'il partageait d'ailleurs largement avec les Godchaux). Il devra même faire face à une dissidence importante.

L'opposition entre un judaïsme libéral, d'un côté, et un judaïsme orthodoxe, ancré dans les traditions, de l'autre, ne recouvre-t-elle pas aussi des différences sociales ?

L. M. : Souvent, il s'agit d'une superposition de plusieurs choses. Il y a évidemment la volonté d'émancipation, qui joue un grand rôle auprès de certaines personnes : pour un Samuel Hirsch ou pour les Godchaux, cette approche libérale accélérerait de leur point de vue l'émancipation des Juifs au sein de la société luxembourgeoise. D'autres courants, par contre, allaient dans un sens différent : ils estimaient qu'il fallait préserver la religion telle quelle. Ils craignaient sans doute de diluer leur identité par une ouverture trop grande. Il faut souligner que, même au sein des différentes tendances, il n'y a jamais eu d'homogénéité. Le XIX^e siècle était un

laboratoire d'idées pour le judaïsme, et ces idées portaient parfois dans tous les sens. Ce qui posait des problèmes pour maintenir l'harmonie au sein des communautés juives.

Et pourtant, la tradition hassidique p.ex. n'a jamais trouvé d'assise au Luxembourg. Parce qu'il n'y avait pas d'immigration venant de Pologne ?

L. M. : C'est exact. Le hassidisme est né en Europe de l'Est et, avant les années 1920, il n'y a pas eu d'immigration venant de cette contrée. Au Luxembourg, cette pratique était inconnue. Ceux qui immigraient venaient en premier lieu des régions voisines et quand, par la suite, ils vinrent de plus loin, ce n'était pas de régions où le hassidisme s'était implanté. Ce courant ne s'est donc pas manifesté dans le Luxembourg d'avant-guerre.

On constate un vacillement entre courants libéral et orthodoxe au Luxembourg. Aux rabbins libéraux du XIX^e siècle succède, en 1928, Robert Serebrenik, qui a 27 ans et défend un judaïsme plus rigoriste.

L. M. : Ce qui est intéressant, c'est que ni les rabbins plus libéraux, à l'instar de Samuel Hirsch, ni les rabbins qui adoptaient une position plus conservatrice, à l'instar de Robert Serebrenik, n'ont réussi à imposer complètement leur vision du judaïsme. Entre ces deux pôles, les communautés juives au Luxembourg ont toujours choisi une voie médiane...

Ce qui est très luxembourgeois...

L. M. : ... en effet, il y a une forme de pragmatisme. Les rabbins qui sont arrivés au Luxembourg avec une position bien ancrée ont dû trouver un compromis avec une communauté qui était elle-même traversée par différents courants. Le défi, pour le leader spirituel, était de trouver une voie où chacun pouvait se retrouver. Dans certains cas, cela fonctionnait, dans d'autres cas, par contre, il y eut des remous, voire des scissions. Mais, de manière générale, je dirais qu'aucun rabbin n'a réussi à imposer un courant radical.

Pourtant, dans les années 1920, lorsqu'arrivent les premiers Ostjuden fuyant les po-

groms à l'Est, une scission apparaît au sein de la communauté juive luxembourgeoise. Les réfugiés juifs créent la Fédération luxembourgeoise des juifs de l'Est et instaurent dans les années 1930 des offices religieux séparés. Je me suis demandé si cela n'était pas aussi l'expression d'une certaine xénophobie de la part des Juifs luxembourgeois de l'époque. Les Juifs luxembourgeois assimilés voyaient-ils leur intégration menacée par l'arrivée massive de coreligionnaires attachés à une culture des stetl et à des formes de religiosité différentes ?

L. M. : Les Juifs de l'Est étaient souvent très pauvres et leurs rites étaient sensiblement différents. Pendant tout le XIX^e siècle, il y a eu une forte volonté d'intégration de la part des Juifs luxembourgeois. Or, au moment où celle-ci montrait des signes de réussite, arrivèrent des Juifs d'Europe de l'Est qui avaient des coutumes et des comportements différents. Certains des Juifs autochtones craignaient que ceci allait faire renaître une xénophobie au sein de

la population luxembourgeoise et qu'on risquait de mettre en cause leur statut. Au sein de la communauté luxembourgeoise, il y a donc eu une forme de xénophobie, si l'on veut. On voulait garder ses distances par rapport à ces Juifs venus d'ailleurs, avec qui on ne partageait finalement plus grand-chose – même s'il s'agissait de la même religion.

Une autre mouvance qui apparaît dans les années 1930 au Luxembourg est le sionisme. Celui-ci a donc une longue tradition ; ainsi, dans les années 1930, un projet agricole sioniste voit le jour à Altwies. Des Juifs venant de toute l'Europe s'y retrouvent pour se préparer à l'émigration en Palestine britannique.

L. M. : Il y eut un peu partout en Europe des projets de ce genre. Ils attiraient surtout des Juifs déracinés venant de l'Est et qui n'avaient plus de véritable patrie. Ils cherchaient un refuge pour échapper aux pogroms et à l'antisémitisme qui était en train de se développer en Europe. Ces

Les traces de la destruction

Ces derniers mois, la *Gëlle Fra* a provoqué beaucoup d'émotions. Comme symbole politique, elle a continué à diviser, comme « lieu de mémoire », elle a continué à se faire déconstruire. Or le fait qu'à quelques pas de là, le ministère de l'Éducation soit construit sur un vide, celui de l'ancienne synagogue, reste largement inconnu. Lorsqu'en automne 1943, l'administration civile fait arracher la synagogue du Luxembourg, elle démolit la dernière « Schul » encore debout de son architecte Ludwig Levy. Les synagogues de Rostock, Rastatt, Pforzheim, Bingen, Barmen et Baden-Baden, toutes dessinées par Ludwig Levy, avaient brûlé cinq ans auparavant, dans la nuit du 9 au 10 novembre 1938, durant la *Reichsprogromnacht*. La synagogue de Strasbourg et celle de Thionville, elles aussi dessinées par Levy, avaient été détruites au début de l'automne 1940. Bâtie à la fin du XIX^e siècle dans le style mauresque-byzantin, la synagogue luxembourgeoise était un bâtiment marquant de Luxembourg-Ville. Aujourd'hui, les traces de sa destruction sont difficilement repérables. Le promeneur attentif remarquera peut-être à l'angle de la rue Aldringen/rue Notre-Dame une petite plaquette en bronze sur un bâtiment typique des années 1950. Apposée en 1988, on y lit en hébreu : « Souviens-toi ! » ; puis, en dessous : « A cet endroit se dressait la synagogue de Luxembourg/Profanée et détruite par l'envahisseur nazi (1941-1943) ». Les bornes chronologiques « 1941-1943 » indiquent que la destruction ne s'était pas abattue comme de la foudre, mais avait été un processus. Quelques semaines après l'invasion, des antisémites luxembourgeois jetèrent des pierres contre les vitraux de la synagogue, les fracassant. En février 1941, une tentative d'incendie est rapportée, en mai 1941, de jeunes nazis interrompent le service, maltraitent et menacent de faire sauter la synagogue. Dans le livre accompagnant l'exposition *Et wor net alles sou einfach*, Marc Schoentgen notait : « Es waren auch einige Luxemburger unter den Anführern ». N'empêche que (même s'il n'y a pas de preuves archivistiques que cela soit dû au refus des entreprises luxembourgeoises) ce sera une firme allemande qui sera chargée des travaux de démolition en automne 1943.

colonies agricoles devaient servir de préparation aux jeunes pour qu'ils puissent retrouver le contact avec la terre et apprendre à vivre en autosuffisance. Il ne faut pas oublier que, durant des siècles, les Juifs avaient été bannis du contact avec la terre, étant exclus des circuits économiques traditionnels et notamment du circuit agricole.

La colonie agricole d'Altwies incarnait un sionisme laïque de gauche ?

L. M. : Effectivement. C'est le sionisme qui est à la base des kibboutzim. Le sionisme a en effet de nombreuses facettes – c'est ce que les gens ne savent pas (ou ne veulent pas savoir aujourd'hui) : il y a des sionistes religieux ou laïques, de droite ou de gauche... Ce n'était pas, là non plus, un mouvement homogène. Ce qui unissait les sionistes était la volonté de trouver une patrie où ils seraient à l'abri des persécutions.

Mais dans les années 1920-1930, le sionisme reste une tendance minoritaire au sein de la communauté luxembourgeoise ?

L. M. : Le sionisme était représenté très tôt au Luxembourg et n'a pas été rejeté, sauf par une minorité. Mais il était surtout attrayant pour les Juifs étrangers sans patrie et à la recherche d'un refuge. Pour eux, le sionisme avait une plus grande force d'attraction. Pour les Juifs autochtones, par contre, le besoin d'aller reconstruire sa vie ailleurs n'était pas aussi pressant et le sionisme correspondait souvent plus à un courant intellectuel qu'à une réelle volonté d'émigrer et de vouloir contribuer, concrètement, à l'érection d'un État.

Et, pourtant, après la guerre et la création de l'État d'Israël, le consistoire prend ses distances par rapport à l'État hébreu et au conflit israélo-palestinien en particulier. Vous écrivez : « [...] les responsables communautaires gardant toujours une saine distance avec la politique israélienne tout en maintenant leur profond attachement à l'existence israélienne. » La constance de cette ligne de conduite du consistoire est assez étonnante...

L. M. : Et elle dure encore aujourd'hui ! Le consistoire a toujours veillé à faire une séparation entre sa sympathie pour l'État

d'Israël (en tant que nation en quelque sorte) et la politique de l'État d'Israël telle qu'elle est menée par un gouvernement. Le consistoire n'a jamais eu vocation à faire de la politique. Ce n'est pas du tout dans ses attributions.

Ceci le différencie p.ex. du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF).

L. M. : Le CRIF est en effet un organe beaucoup plus politique, qui revendique une proximité avec la politique israélienne. Au Luxembourg, un tel organe n'existe pas.

Il y avait une forte volonté d'intégration de la part des Juifs luxembourgeois. Or, au moment où celle-ci montrait des signes de réussite, arrivèrent des Juifs d'Europe de l'Est qui avaient des coutumes et des comportements différents.

Quant à l'antisémitisme d'après-guerre, vous le qualifiez d'une « persistance de stéréotypes profondément enfouis plutôt que d'un antisémitisme savamment entretenu ». Est-ce parce que l'Église catholique, qui était au Luxembourg le vecteur principal de l'antijudaïsme, a fait le tournant sur la question avec le Vatican II ?

L. M. : Le concile Vatican II a en effet beaucoup modifié les choses ! L'Église catholique a redéfini ses rapports avec le judaïsme de manière radicale. Ce processus de réconciliation s'est surtout cristallisé dans la déclaration de l'Église catholique en l'an 2000. À ce niveau, les choses ne sont plus comme avant, heureusement ! Mais les porteurs de l'antijudaïsme ont changé...

Vous voyez les nouveaux porteurs de l'antisémitisme dans le « noyau de militants qui, à partir des années 2000, tentèrent d'importer le conflit israélo-palestinien sur le territoire luxembourgeois, certains de leurs sympathisants se livrant à une propagande outrancière aux contours inquiétants ». Je suppose que les « contours inquiétants » dont vous parlez sont ceux qui naissent du non-respect de la ligne rouge entre critique de la politique israélienne et stigmatisation des Juifs ?

L. M. : On remarque que cette frontière a tendance à disparaître chez certaines personnes qui ne se contentent plus de critiquer la politique de l'État d'Israël – critique tout à fait légitime par ailleurs –, mais qui se mettent à montrer les Juifs du doigt... les Juifs de manière générale et les Juifs luxembourgeois en particulier. Là, on ne se situe plus dans la critique d'une politique d'un État, mais on s'attaque à des citoyens à cause de leur origine religieuse. Comment est-ce qu'on appelle cela ? Je laisse à chacun la liberté de l'interpréter. Mais il est clair qu'on change complètement de domaine, on est sur un terrain tout à fait différent, celui de la stigmatisation d'individus.

Vous faites référence à Marguerite Biermann ?

L. M. : Madame Biermann n'est qu'un exemple de ces personnes qui prennent comme prétexte la critique de la politique israélienne pour stigmatiser des Juifs qui ne sont pas liés à cette politique. Ces personnes-là veulent absolument mélanger les deux. Et je trouve ça assez inquiétant.

Ce qui m'a frappé à la lecture de votre livre, c'est l'absence de compréhension de la part des autorités politiques de l'après-guerre quant à la spécificité de la souffrance juive durant la Seconde Guerre mondiale.

L. M. : Après la guerre, la communauté juive n'était pas la priorité des gouvernements. Pour la reconnaissance des victimes juives, par exemple, c'est assez évident. Jusqu'au début des années 1960, personne ne voulait savoir. Personne ne s'intéressait de près au sort des victimes juives. Il a fallu le procès Eichmann en 1961 pour qu'il y ait un éveil de conscience au niveau mondial sur ce qui s'était passé durant la guerre.

Je suppose qu'au sein de la communauté juive, le génocide n'était pas un sujet dont on parlait beaucoup. La Shoah devait générer trop de souffrances à un moment où l'on tentait de se reconstruire une vie.

L. M. : En effet, la première préoccupation des Juifs qui sont revenus était de se refaire une situation. Quelques-uns ne voulaient plus en parler du tout. Ils voulaient tirer un trait définitif sur un pan de leur vie tellement horrible que, pour eux, recom-

mencer une nouvelle vie signifiait reléguer le passé dans un coin. Et puis, même s'il y avait des personnes qui souhaitaient en parler, personne n'était prêt à les écouter.

Dans votre livre, on voit qu'il restait, au sein de la communauté, des tensions au sujet du génocide. Ainsi, en 1957, une personne accuse en public Alfred Oppenheimer d'avoir été responsable, en tant que Judenältester au sein du Ältestenrat der Juden, de la déportation d'un membre de sa famille.

L.M. : Cet exemple que vous citez en est un parmi d'autres. Le fait qu'Alfred Oppenheimer ait été désigné *Judenältester* au Luxembourg l'a mis dans une position extrêmement inconfortable. Après la

guerre, l'une ou l'autre personne a voulu s'en prendre à lui, estimant qu'il n'a pas tout empêché, notamment au niveau des déportations.

Alors que lui-même avait été déporté avec sa famille...

L.M. : Avec sa femme et son fils ; ils ont été gazés immédiatement à leur arrivée à Auschwitz, alors que lui a survécu. Les séquelles de la guerre ont mis très longtemps à s'effacer. C'est un chapitre douloureux de l'histoire qui a mis beaucoup, beaucoup de temps à être retravaillé, tant dans les familles qu'au sein de la communauté. Jusqu'à aujourd'hui, la communauté juive ne s'est pas complètement remise de ces

séquelles, et elle n'a jamais renoué avec son dynamisme d'avant-guerre.

Aujourd'hui, le judaïsme luxembourgeois est en passe de devenir sépharade...

L.M. : Le judaïsme luxembourgeois est dans une phase de transition. Dans les années 1980, de nombreux Juifs venant de France se sont installés au Luxembourg. Or, depuis la décolonisation au début des années 1960, le vivier du judaïsme français est constitué de Juifs originaires d'Afrique du Nord. L'arrivée des sépharades a redynamisé la communauté juive de France et, de ce fait, celle de Luxembourg. La communauté juive luxembourgeoise, traditionnellement ashkénaze, est en train de se transformer.

50 West 110th Street, New York, lieu de mémoire luxembourgeois

Si vous vous promenez par les rues d'Upper Manhattan, près de la Columbia University, vous passerez peut-être à côté de traces ensevelies de l'histoire luxembourgeoise. Dans un bâtiment en briques rouges de trois étages se trouve une petite synagogue orthodoxe : Ramath Orah. À l'inverse de l'émigration luxembourgeoise du XIX^e siècle vers le Midwest américain, la synagogue new-yorkaise est un lieu de mémoire luxembourgeois mal répertorié sur la cartographie – pourtant très détaillée – de l'« identité luxembourgeoise ». Or, de l'autre côté de l'Atlantique, Ramath Orah revendique fièrement son lien avec le Grand-Duché et aborde le titre de « The Historic Luxembourg Synagogue » en bannière autour de son sigle. Sur son site Internet (ramathorah.org), une rubrique est consacrée au « Luxembourg Heritage » ; des photos de l'ancienne synagogue de Luxembourg-Ville, détruite en 1943 par l'occupant nazi, y sont exhibées. Cette filiation se trouve jusque dans le nom de l'institution ; Ramath Orah est la traduction littérale en hébreu de « Lux-embourg », « ville de lumière ». Ramath Orah fut fondée en juin 1942 par le rabbin luxembourgeois Robert Serebrenik, sa femme Julia et 61 réfugiés juifs du Luxembourg fraîchement débarqués à Manhattan. Ainsi put se maintenir, autour du Luxembourg Jewish Information Office, une certaine continuité de la communauté juive luxembourgeoise en exil. Robert Serebrenik (« a handsome and urbane gentleman ») est né en 1902 à Vienne et devient en 1929, à l'âge de 27 ans donc, grand rabbin du Luxembourg. Entre novembre 1940 (le moment où l'occupant instaure les lois raciales) et juin 1941, Robert Serebrenik réussit à faire sortir quelque 2 000 Juifs du Luxembourg occupé – en majorité vers le sud de la France. Le 26 mai 1941, après avoir été presque battu à mort par une bande de nazis alors que, un samedi, il rentrait de la synagogue, il quitte le Luxembourg dans un des derniers convois direction Lisbonne où, avec 700 autres passagers (dont Marc Chagall), il s'embarque sur un paquebot transatlantique, échappant ainsi à l'annihilation. En 1946, Robert Serebrenik présente sa démission à la Grande-Duchesse et au gouvernement. Il préfère rester à New York. Il y meurt en février 1965. Plus de mille personnes assistent à son enterrement et le *New York Times* lui consacre une nécrologie sur une colonne. Alors, que reste-t-il de la *Luxembourg Connection* ? Dans un e-mail, Jeff Bogursky, actuel président de Ramath Orah, m'écrit : « We are still in connection with the synagogue in Luxembourg, having reestablished that connection about 5 years ago. The majority of the Luxembourgers went back after the war, but many also stayed on. Sadly, most of that generation has passed on, or moved out of the area. We, however, proudly announce our connection. »

Depuis Joseph Sayagh (né à Fès), un sépharade est rabbin au Luxembourg. La communauté juive luxembourgeoise a trouvé un compromis liturgique pragmatique : un rite ashkénaze pour un rabbin sépharade.

L.M. : Oui, il s'agit de trouver un compromis entre des rites religieux qui sont quand même sensiblement différents. Je pense qu'on n'est pas au bout de ce processus de transformation qui aboutira, je pense, à un mariage plus ou moins heureux entre la tradition ashkénaze et l'apport sépharade. Comme dans le passé, il s'agira de trouver une formule dans laquelle chacun pourra se retrouver d'une manière ou d'une autre.

Je vous remercie pour l'entretien ! ♦

(Interview menée le 8 avril 2011. Bernard Thomas)